

Finances fédérales : immobilisme et fébrilité

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1980)**

Heft 569

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1022622>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

s'est généralisée, le fascisme exprime un mépris fondamental de l'unicité du sujet face à des exigences objectives toutes-puissantes, il faut bien reconnaître que la gauche, du fait de l'odieux tic technocratique qu'elle a emprunté à la droite, contribue largement à imposer un autoritarisme anonyme que, borgne, elle ne décèle qu'à droite.

»(Gauche! gauche! gauche-droite-gauche!...)

»La jeunesse actuelle ne s'y trompe pas, qui considère avec un mépris égal et légitime, tant l'obscurantisme de la droite que celui de la gauche, dont l'absurde antagonisme ne met en jeu que des apparences recouvrant une abomination commune: l'absolutisation du «ça» et l'instrumentalisation du sujet (...)

»Au cas où, devant la marée montante des suicides, du désespoir terroriste, de la rage torturante, de l'alcoolisme, de la drogue et de l'aliénation mentale, vous ne l'auriez pas encore compris, voici ce que le sujet point encore fossilisé et souffrant d'être toujours plus instrumentalisé veut enfin pouvoir hurler: *nous en avons marre de vos croisades anti-problèmes!!!* Nous en avons marre de leur cortège d'interdits, de tabous, de mesures réglementaires et répressives, de vos normes assassines et de votre normalité inhumaine. Vos problèmes sont de faux problèmes, qui masquent la Raison véritable de leur existence: la subordination constante, totale et universelle du Moi au «ça».

»Ce n'est pas en attachant physiquement l'homme à sa voiture qu'on préservera son intégrité. Car le règne de la sacro-sainte bagnole est déjà en soi une atteinte grave à l'intégrité. Ce n'est pas dans les campagnes anti-tabac, anti-alcooliques et anti-bouffe que réside le salut de l'homme. Ce sont les conditions mêmes qui rendent le tabac désirable (avec tant d'autres choses!) qui asservissent l'homme. Dans la même logique, le sujet aliéné par l'appropriation cherche la fuite dans l'appropriation. Fumer, boire, tuer et se tuer ne sont que les symptômes d'une maladie existentielle fatale, dont le virus est le «ça». Qu'il soit de gauche ou de droite, le fascisme est «ça». Allez donc vaincre «ça» avec «ça»!...»

FINANCES FÉDÉRALES

Immobilisme et fébrilité

Le déficit fédéral — 1,3 milliard annoncé pour 1981 — obsède. Obsède le Conseil fédéral, le chef du Département des finances, l'administration. Le conseiller Ritschard ne se contente pas, comme le veut la responsabilité qu'il a accepté d'assumer, d'attaquer de front ce problème difficile; il l'a littéralement intériorisé, tourmenté lui-même par la force des comparaisons et des images qu'il destine au public. Le service de la dette coûte chaque jour 2,5 millions: hémorragie, saignement continu, jamais coagulé. Cauchemard.

L'administration agit en conséquence, à la mesure de l'angoisse. Le déficit devrait en trois ans être ramené de 1,3 milliard à 130 millions. Dix fois moins. Bravo, mais c'est sur le papier! Pour atteindre ce résultat, irréaliste dans son ambition et dans les délais, les mesures les plus diverses sont envisagées; taxes sur les poids lourds, augmentation de l'ICHA, extension de l'ICHA à l'énergie, opérations fiduciaires soumises à l'impôt anticipé, utilisation de la répartition des tâches Confédération-cantons comme moyen de transfert financier.

Ce tir, qui n'est plus du coup par coup, mais du tir à répétition avec large arrosage, suscite des réactions de défense quasi totale. Nervosité et inefficacité.

DÉDRAMATISER

Deux possibilités de laisser les choses se décanter.

La première consiste à dédramatiser les résultats de la Confédération. Pour que les choses soient

comparables, il serait bon qu'elle adopte le plan de comptes recommandé à l'ensemble des collectivités suisses. Le déficit apparaîtrait sous un autre éclairage. Certes, sérieux, n'autorisant pas le laisser-couler, mais un peu moins dramatique.

Dans le même ordre d'idées, tendre à un assainissement qui pourrait être par exemple la moitié de l'actuel déficit. Opération possible.

LE CAP DE 1981

La deuxième est de ne pas vouloir à tout prix faire de la prorogation du régime financier en 1981 une opération de redressement des finances. En demandant trop à l'ICHA, on réveillera les vieilles oppositions conjuguées de la gauche et de la droite. Or, sur ce sujet capital, il ne faut prendre que le minimum de risques.

De même, le transfert des tâches Confédération-cantons doit être une opération blanche, une fois admise la mise de départ des cantons de 250 millions. Toute volonté d'aller au-delà de ce montant ferait capoter l'ensemble.

Après la prorogation, l'enjeu sera plus simple. D'une part des impôts nouveaux (poids lourds, voire vignette pour les tunnels ou les autoroutes, imposition des obligations étrangères détenues par des Suisses), d'autre part des restrictions nouvelles.

La droite dès lors serait mise au pied du mur. Quelles restrictions supplémentaires? Il faudra qu'elle l'avoue. Et la balance entre les impôts nouveaux et cette volonté d'austérité ne sera plus affolée comme jusqu'ici, mais sensible à la charge des plateaux.

A. Gavillet